N° 95. CINQ CENTIMES Lundi 24 Décembre 1888

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : ROUBAIX, rue du Vieil-Abreuvoir, N° 13 TOURCOING, rue Verte, 28.

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
3 mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.

L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

JOURNAL RÉPUBLICAIN QUOTIDIEN

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. » —

Les Annonces sont reçues à ROUBAIX-TOURCOING aux bureaux du Journal, et à PARIS, à l'Agence Audhourg, place de la Bourse, 19.

TÉLÉPHONE.

Le 25 Décembre
L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING
commencera la publication de
L'AS DE CŒUR
grand roman de cape et d'épée
Par FORTUNÉ DU BOISGOBEY

Bourse du Boulevard

Paris, 22 décembre.

0/0 Français..	82	84	Banque Ottom.	529	37
4 1/2 0/0 Pruss.	..	..	Ext. d'Esp 4 0/0.	73	1/8
Egypte 6 0/0...	418	12	Rio-Tinto.....	..	..
5 0/0 Italiens....	95	50	Panama.....	156	62
4 0/0 Turc.....	15	40	Suez.....	..	..
Chemins Turcs.	..	..	Portugais.....	..	..
5 0/0 Hongr. or 86	25	32	Russes 80.....	97	..
Tendance soutenue			L'Unarie.....	154	27

ROUBAIX-TOURCOING 24 DÉCEMBRE 1888

Un second « meâ culpâ »

Après le *meâ culpâ* de M. Challemel-Lacour au Sénat, nous avons à signaler celui de M. Jules Ferry, à l'Hôtel Continental.

Ce n'est pas que les discours de ces deux hommes politiques, se ressemblent au point de vue de la forme. Autant M. Challemel-Lacour s'était montré franchement haineux et impitoyablement caustique, dans son réquisitoire contre les républicains avancés ; autant M. Jules Ferry s'est efforcé de rester calme et mesuré, dans son jugement contre la même catégorie de républicains.

M. Challemel-Lacour nous avait servi un beau pamphlet ; M. Ferry s'est contenté de donner à son discours les allures d'une déclaration solennelle, longuement réfléchie, et par conséquent expurgée de toutes les expressions choquantes qui sont de nature à froisser l'amour propre des adversaires.

Autre est le rôle d'un tirailleur, autre celui d'un général. M. Challemel-Lacour n'engageait que lui-même devant le sénat ; il se mettait le soin de le dire bien haut) et c'est pour ce motif qu'il a lâché la bride à sa verve amère, et qu'il s'est offert le plaisir raffiné d'enlever les applaudissements de la droite sénatoriale, en faisant le procès — ou plutôt la satire — des républicains et de la République.

M. Jules Ferry, au contraire, s'est présenté à l'hôtel Continental comme le chef d'un parti qui est encore important, sinon par l'étendue de sa clientèle électorale, tout au moins par la *notoriété* des membres de son état-major. Il était obligé, dans de telles conditions, — à moins de compromettre irrémédiablement ses amis, — à renoncer au ton agressif et au langage tranchant de M. Challemel-Lacour.

C'est pourquoi, l'honorable député des Vosges s'est contenté de reprendre en sourdine, et avec *mille atténuations*, la thèse séparatiste de l'éminent sénateur des Bouches-du-Rhône.

Bien loin d'exclure les radicaux de la communion républicaine, il s'est déclaré disposé à contracter, le cas échéant, des alliances avec eux.

Au lieu de condamner les réformes libérales et les lois de laïcisation, qui sont son honneur et celui du gouvernement opportuniste, M. Ferry a bien voulu déclarer qu'il *ne rougissait pas* (le mot est charmant !) d'avoir collaboré à cette œuvre.

M. Jules Ferry aurait pu aller plus loin, et montrer un peu plus de fierté ! Mais, les républicains repentants dont il est le chef, et qu'à ce titre il doit suivre, ne lui auraient pas pardonné pareille témérité.

Enfin, l'ancien président du Conseil n'a pas suivi M. Challemel-Lacour dans ses critiques acerbes contre le ministère Floquet. Il a esquivé la difficulté en disant que la question ministérielle était du ressort du Parlement, et non d'une assemblée de citoyens sans mandat.

Mais ces différences de forme et ces nuances d'appréciation une fois constatées, il faut bien reconnaître que les conclusions du discours de M. Jules Ferry, ne se distinguent nullement, quant au fond, de celles de la harangue passionnée de M. Challemel-Lacour.

La politique conseillée par le sénateur des Bouches-du-Rhône, est absolument semblable à celle que M. Ferry recommande pour le salut de la République.

Et cette politique se résume définitivement en cette formule : Le pays ne veut plus entendre parler de réformes ; il est las d'être agité ; aux calendes, la révision, au trentième siècle, la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; à la semaine des quatre jeudis, la suppression du budget des cultes.

De l'ordre, de l'ordre, un gouvernement fort, un gouvernement, voilà tout ce que la France de la Révolution demande, pour son bonheur ! Le reste est chimère, utopie. Et ceux qui ne sont pas satisfaits des progrès accomplis et qui demandent encore autre chose, sont des songe-creux, des fous ou de mauvais citoyens.

Eh bien ! si c'est avec cette formule rétrograde que les souverains pontifes de la *République française*, croient en finir avec le boulangisme, nous croyons devoir les avertir qu'ils se trompent étrangement.

Le suffrage universel — l'histoire de ces dernières années est là pour le prouver — a toujours suivi fidèlement le parti *républicain, lorsque celui-ci n'a* pas craint de marcher en avant. Il ne s'est montré hésitant qu'à partir du jour où les divisions parlementaires ont interrompu le développement du programme républicain.

Au lieu d'établir une démarcation entre les opportunistes et les radicaux, tous les fils de la Révolution devraient à la veille de l'anniversaire de 1789, élever une barrière entre eux et les champions de l'ancien régime et du cléricalisme.

Voilà le véritable terrain de la lutte.

Mais, MM. Ferry et Challemel-Lacour, préfèrent se replier désespérément sur les débris du centre gauche et de la droite modérée.

A leur aise ! Nous attendons que des républicains sincères se lèvent pour les approuver.

Quant à nous, qui avons toujours applaudi à leurs efforts et rendu justice à leur mérite, nous ne les suivrons jamais dans cette voie périlleuse pour la République et pour la Patrie.

A. G. CLAUDE.

L'ASSOCIATION NATIONALE RÉPUBLICAIRE

Le discours de M. Jules Ferry

(*Suite*)

Voici le résumé et les principaux passages du discours prononcé par M. Jules Ferry, à l'assemblée générale de l'Association Nationale Républicaine :

Nous ne sommes plus dans la nécessité de chercher des formules vagues. Soyons nous-mêmes, et que vos âmes, et laissez faire le bon sens public.

L'orateur exprime le regret que les divisions aient éclaté trop tôt dans le parti républicain ; il caractérise les tendances des diverses fractions qui composent ce parti. Pour les uns, c'est le minimum de la République. Par un reste d'esprit d'opposition, ces républicains trouvent que le gouvernement actuel est un souvenir des vieilles monarchies. Monarchique, disent-ils, la bureaucratie qui est le véritable moteur de la direction publique dans ce pays ; monarchique la concentration, monarchique quiconque se pose en conservateur. Ces mêmes républicains considèrent que la République est une perpétuelle révolu*tion, une perpétuelle marche en avant,* une perpétuelle marche vers l'absolu. Cette conception est réalisée par le parti politique par l'idée d'assemblée unique, souveraine, responsable.

Vous avez du même coup, dans cette conception du régime républicain et le maximum de gouvernement et le minimum d'instabilité inséparable.

Pour nous, messieurs, pour vous qui m'entendez, nous doutons que la République puisse ainsi atténuée la dignité qui lui est propre. Elle est le gouvernement le plus ouvert à tous les progrès, parce qu'elle est par essence et par définition le gouvernement le plus désireux de tous les intérêts dynastiques et de tous les intérêts aristocratiques.

Mais si nous aimons et si nous vénérons la République parce qu'elle est le gouvernement le plus ouvert au progrès, n'oublions pas que dans un pays comme la France, dans un pays qui a dans le monde de si grands intérêts moraux, dans le pays de France, le premier devoir de la République c'est d'être avant tout et par dessus tout un gouvernement.

Un gouvernement, c'est-à-dire quelque chose de fort, qui résiste, qui, sans désigner l'opinion, la raine du monde, comme on l'a dit, ne s'asservit pas à tous les caprices, et qui, même pour la recherche de l'idéal, impose la méthode et exige la réflexion : un gouvernement, c'est-à-dire un organe qui se préoccupe avant toute chose de conserver les droits acquis, d'administrer, de régir le patrimoine que nous avons reçu de nos aïeux, et que nous devons laisser intact à nos enfants ; un gouvernement, c'est-à-dire un appui pour le travail, pour le bien, pour la justice.

L'orateur continue en exposant qu'aucune affaire ne peut se passer de gouvernement ; ni usine, ni maison de commerce, ni maison de banque. On ne peut concevoir administrer le plus grand royaume de la nation puisse se passer de direction.

M. Jules Ferry pose ensuite cette question : « Est ce que vous vous sentez trop gouvernés ? Peut on aller plus loin dans la discussion des pouvoirs publique, dans la voie de l'outrage et de la calomnie ? Le gouvernement républicain ne laisse t'il pas *exploiter sa vertu à la face du soleil* sans mettre la main au collet des conspirateurs ?

Ce qui se fait sentir, ce n'est pas le besoin de libertés nouvelles ; ce qui travaille les masses, c'est le besoin d'un gouvernement.

De votre réponse, messieurs, dépendra l'orientation du parti républicain. Les nations se sont pas une être molle dans les mains de faiseurs de systèmes. Elles se tournent instinctivement vers l'ordre et le progrès. Le devoir des hommes d'Etat est de distinguer si ce qui domine est le besoin de l'ordre ou le besoin du progrès.

Le gouvernement républicain a poursuivi de grands desseins. Il a donné à ce pays une grande somme de liberté : la liberté de la presse jusqu'à l'excès, la liberté du droit de réunion, la liberté municipale jusqu'à l'impudence, la liberté des syndicats industriels dont les ouvriers parisiens ne paraissent pas assez se souciers, quoiqu'elle contienne en germe l'affranchissement des travailleurs.

Il a créé l'instruction laïque et obligatoire et l'enseignement professionnel ; il a développé les chemins de fer, le réseau des routes nationales, et des canaux.

Oui, nous avons voulu faire grand, s'écrie l'orateur ; jeunes que nous étions fiers de diriger les destinées de ce grand pays, nous avons pensé qu'une politique médiocre n'était pas de mise. Et c'est pour cela qu'on nous calomnie. C'est pour cela que le suffrage universel nous abandonne. Si c'est là notre châtiment je l'accepte, je courbe la tête, mais sans rougir.

Les réformes qu'on lui a données, le pays ne les a pas encore digérées, à l'heure qu'il est. C'est pourquoi il se manifeste un mouvement de réaction, un mouvement de recul. Je l'ai signalé dans le discours que j'ai prononcé à Lyon, au moment des élections de 1885, qui ont amené 500 monarchistes à la Chambre.

Les hommes de parti radical, hommes de beaucoup d'esprit, ont cru que le moment que le pays voulait accentuer sa marche en avant.

Aujourd'hui, il faudrait être sourd pour rester indifférent à l'appel douloureux qui se dégage de l'état actuel de l'esprit public.

Le boulangisme est-il une suite de l'évolution du pays vers le radicalisme ? Ce mouvement qui nous inquiète est-il l'indice de l'exaltation d'un esprit nouveau ? Non, la France de 1888 n'est pas, comme sa glorieuse devancière, comme la France d'il y a cent ans, travaillée par des passions réformatrices, elle est profondément atteinte de passions réactionnaires. Les nouveaux d'aujourd'hui sont moins plus timorés, plus plaisirs. Les hommes de 89 dorment sous leurs tombes muettes, et ceux qui frappent à leur porte, ce sont les gens de brumaire.

Ce n'est pas la forme républicaine qui est menacée, le principe dynastique a épuisé son prestige. Le chef de la Maison de France s'est fait plébiscuiter, et les bonapartistes se sont faits boulangistes.

Ce qui est menacé, c'est quelque chose de plus haut, de plus profond, c'est la liberté elle-même, c'est le gouvernement de la France, c'est le pays, chose qui est fait la force de la France pendant les derniers siècles, qui est fait son honneur pendant trente ans de monarchie parlementaire, pendant vingt ans de république ; qui est fait la passion de notre jeunesse et la dignité de notre âge mur. Voilà ce qui est en péril.

Ce n'est pas du côté d'un réformateur que se porte cette triple bigarrure, c'est du côté d'un chef à sa tête tous les vieux ennemis de la République.

Où vont-ils tous ceux que la République a dépossédés ? Où vont les naïfs ? Où vont les fourbes ? Où vont les aigrefins ? Où vont leurs victimes ?

Au pied d'un maître. Et quel maître ?

Faudra-t-il assister, dans cette année 1889, en guise d'anniversaire, au plus grand, au plus colossal reniement de tout ce que la France a poursuivi, servi, aimé, adoré pendant cent ans ? Non, messieurs, cela ne sera pas !

M. Jules Ferry continue en exposant le programme qui doit être adopté afin de réaliser l'union des républicains. Cette union ne doit pas se faire sur le programme radical.

Nous ne pouvons pas accepter la révision qui enlève au président de la République ses prérogatives et au Sénat son rôle modérateur. Ou ne peut pas comprendre que les républicains qui ont la possession d'Etat convoquent une Constituante. Nous ne sommes pas révolutionnaires et peu et beaucoup. Nous le dirons au suffrage universel. Nous passerons devant lui, à la fin du parti révisionniste, le drapeau de la République constitutionnelle.

Il y a un autre point du programme sur lequel je suis bien forcé de dire quelque chose, la question des rapports de l'Eglise et de l'Etat, la dénonciation du Concordat, la suppression du budget des cultes. Messieurs, je ne vais pas, mais je n'ai jamais à Canossa, et vous non plus.

Mais avec autant de fermeté que je jugeais, il y a quelques années, que le pays ne voulait pas la République de faire rentrer le clergé catholique dans l'observance des lois de l'Etat, avec une égale fermeté et tout égale conviction, je vous le déclare, messieurs, moi qui, je pense, ne suis par suspect en parole matière, parmi les plus pressants vœux de ce grande pays, à côté du besoin de la paix sociale, il y a le besoin de la paix religieuse.

Si la suppression du budget des cultes, si la substitution de l'obole volontairement payée au service public rétablissait la paix religieuse et apaisait les difficultés que fait naître dans notre pays la question religieuse, j'y applaudirais des deux mains.

Mais, messieurs, dans ma conviction profonde, cette substitution d'un régime abonnement nouveau, absolument contraire, non seulement aux croyances d'un grand nombre de Français, — il y a quelque chose de plus fort que les croyances, — aux habitudes, aux traditions de la race, à l'instinct populaire lui-même, ce serait messieurs, la guerre ouverte apportée non seulement dans la commune par la rivalité plus vive que jamais du maire et du curé, mais la guerre religieuse au foyer domestique, dans cependant dans les profondeurs du peuple, pénétrant dans les plus humbles chaumières et soulevant dans la nation tout entière une telle émotion que, véritablement, ce serait un acte de folie, pour un gouvernement nouveau, de courir une pareille aventure.

Gambetta m'a dit dix fois, ajoute M. Jules Ferry, qu'au moment où la République serait définitivement assise, il n'y aurait plus que deux choses à réaliser : une guerre continentale et la suppression du budget des cultes.

L'orateur n'insiste pas sur l'autonomie communale ni sur l'impôt sur le revenu, impôt inquisitoriaire et par suite réactionnaire. Il estime qu'il faut respecter le le sacret des fortunes et le secret des affaires.

Messieurs, j'en si fini. Je vous ai dit sur quels points capitaux — il n'y a pas un seul qui soit secondaire — nous sommes tenus de prendre position devant le suffrage universel. Je terminie comme j'ai commencé : ceci n'est une déclaration de guerre pour personne. Nous voulons bien faire des alliances, à la condition qu'elles soient acceptées et qu'elles offrent à la République toute sécurité ; mais nous ne pouvons pas, sous prétexte de concentration, nous aller à des programmes capieux et dangereux.

Nous préférons le salut de la République à toute autre considération.

On dira que nous sommes des réactionnaires, des rétrogrades. Eh bien que d'autres gardent pour eux la qualification d'avancés. Nous sommes des républicains sages, réfléchis, modestes, si vous voulez, médiocres de vues, mais soucieux par dessus tout de conserver ce qui nous coûta tant d'efforts, tant de larmes et à quelques-uns tant de sang.

Quand l'orateur s'est assis, des applaudissements ont éclaté dans toute la salle et se sont prolongés pendant plus de dix minutes.

Discours de M. Spuller

M. Spuller prend ensuite la parole.

Il expose quel est l'avenir de la démocratie. Il rappelle tout ce que Gambetta a fait pour la République, puis il termine ainsi :

Messieurs, élevez vos consciences, faites votre devoir de citoyens. Si l'ère des périls venait à se rouvrir, nous saurons serrer nos rangs, et devant notre triomphe, la postérité la plus reculée proclamera qu'il a suffi d'une heure de courage pour sauver les conquêtes d'un siècle.

Après ce discours, M. Rouvier a levé la séance, et la réunion s'est séparée aux cris enthousiastes de : « Vive la République ! »

LE Discours de M. Challemel-Lacour

Adopté par les Conservateurs

Le *Courrier du Soir* publie l'information suivante :

Le Comité conservateur vient de décider que le discours de M. Challemel-Lacour fera partie de ses brochures de propagande.

DÉBANDADE BOULANGISTE

Hier, réunion du comité boulangiste.

Il a été question de forcer le comte Dillon, à se retirer. On reproche au comte d'avoir agi trop en grand jour, dans ses négociations avec le comte de Paris.

Aucune résolution définitive n'a été prise. On a voulu attendre le retour de MM. Laguerre et Le Hérissé.

En somme, ça se décolle de plus en plus.

Le taux comte Dillon

Le *Peuple* a publié hier, sous le titre « Confidences », un article signé X..., sur la « direction nouvelle », imprimée par le comte Dillon, à la politique du général et du Parti national.

Ces confidences ont été lues, dans les couloirs du Palais Bourbon, avec une certaine curiosité. Ajoutons — à titre d'indication — que M. Georges Thiébaud est généralement indiqué comme l'auteur de l'article. En voici quelques passages :

M. Dillon est un esprit tortueux et inquiet. Il ignore la ligne droite. Profondément défiant, il est par contre incapable d'inspirer confiance à ceux qui l'approchent. Avec lui, on est toujours sur ses gardes. Il a sur lui-même et fatigue les autres dans des sentiers inutiles. C'est un mélange bizarre de rouerie et de naïveté ; une sorte de diplomate de la vieille école, oublié par le monde qui a marché dans notre siècle de suffrage universel. Il éprouve le besoin impérieux de ruser avec tout le monde, et n'a pas encore compris que pour se faire écouter des masses, le seul moyen est de leur dire nettement, sans arrière-pensée, le but vers lequel on tend.

Tout cela serait d'ailleurs peu grave, si, comme je l'ai dit, le comte Dillon, grâce à l'affection que lui porte le général, n'était arrivé à exercer sur lui une influence prépondérante, presque exclusive et des plus regrettables.

M. Dillon n'a pas craint de nouer avec les états-majors monarchistes des relations qui ont failli amener la dislocation du comité républicain national, et qui l'entraîneront fatalement le jour prochain où la lumière sera faite sur d'aussi coupables agissements.

Ces relations, nous les attestons hautement : nous en avons et nous en fournirons au besoin les preuves, et nous mettons, par conséquent, M. Dillon au défi de nous démentir quand nous affirmons que, non seulement il a rencontré à Londres M. le comte de Paris, mais encore qu'il entretient des rapports journaliers avec MM. de Mackau, Bocher, Dufeuille, de Beaubeir, etc.

Il ne nous démentira pas davantage quand nous dirons qu'il correspond régulièrement avec Sheen-house, par l'intermédiaire d'un député du Nord, qui se croit suffisamment dissimulé sous le pseudonyme de Lefevre.

Telle est actuellement la situation exacte. Commentaires de gauche.

A mon sens, il n'y a que deux hypothèses en présence :

Ou la dissolution du comité qui ne va pas pouvoir continuer son concours au général, si celui-ci ne se sépare pas de M. Dillon. Ce serait inconfessablement un coup pour le parti national, mais il est si manifestement la personnification des aspirations démocratiques, qu'il ne tardera pas à trouver un autre chef auquel se rallieraît immédiatement le pays.

Ou la retraite volontaire de M. Dillon. Ce serait le dernier service qu'il pourrait rendre au général.

Selon moi, et en dépit des apparences, c'est cette seconde apparence qui se réalisera. Le comte Dillon a voulu jouer un rôle au dessus de ses forces. Il a compté sur l'aveuglement dans une v ie désastreuse. Il l'a fait sans mandat. Ce sont là *des choses que le succès seul peut excuser*. M. Dillon a échoué ; ses manœuvres sont percées à jour, donc il doit disparaître

Si dur que ce sacrifice puisse lui coûter le général, il fait qu'ils s'y résigne. Il le doit au comité qui l'attend de lui.

NOS DÉPÊCHES

Service spécial télégraphique et téléphonique de l'Avenir de Roubaix-Tourcoing

CONSEIL DES MINISTRES

Le Budget de la Guerre. — Le Général Berge. — Les enfants abandonnés.

Les ministres se sont réunis aujourd'hui à l'Elysée pour la présidence de M. Carnot.

M. de Freycinet a rendu compte de l'entrevue qu'il a eue avec la sous-commission des finances du Sénat chargée de l'examen du budget extraordinaire. Les dépenses projetées par le budget ont été acceptées et votées par le Sénat.

M. de Freycinet a ensuite fait signer par le président de la République la nomination du général Berge, commandant du 16e corps d'armée, comme membre du Conseil supérieur de guerre en remplacement du général Lewal, admis au cadre de réserve.

M. Floquet a fait signer par M. Carnot le projet de loi sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés dont nous avons donné l'économie.

Chambre des Députés

Séance du 22 décembre

AVANT LA SÉANCE

Proposition Tyrtaeus sur les mélasses étrangères

La commission des douanes s'est réunie sous la présidence de M. Iseville, a discuté la proposition de M. Tyrtaeus, tendant à établir un droit sur les mélasses étrangères.

Elle a adopté en principe l'établissement d'un droit de douane sur les mélasses étrangères en réservant la question du chiffre et de la graduation du droit. M. Viger, a été nommé rapporteur.

FEUILLETON DE *L'Avenir de Roubaix-Tourcoing* 12

Nini Bellotte

LA

PETITE PARISIENNE

DEUXIÈME PARTIE

LE CALVAIRE D'UNE ENFANT

Il y avait à peine une demi-heure que Béquaret, fou de douleur, était rentré au logis vide, quand la porte de la chambre s'ouvrant, il vit apparaître Nini, pâle comme un spectre. On eût dit qu'elle eût usé ses dernières forces. Elle, avant que Béquaret pût la recevoir dans ses bras, elle tomba de toute sa hauteur sur le plancher.

— Ma fille ! mon enfant ! ma bien-aimée ! sanglotait le bossu en la serrant dans ses bras.

Elle n'entendait pas. Un moment il crut qu'elle était morte, et il se redressa avec un cri terrible.

— Voyons ! père Crincrin ! pas de tragédie, finit par lui grogner femme. Nous allons d'abord la coucher. As pas peur, ça me connaît.

Et, disant cela, elle l'avait saisie dans ses bras robustes et portée sur le lit.

Puis elle avait desserré ses vêtements.

— Elle vit... Soyez tranquille !... je vas descendre chercher de quoi lui faire de la tisane chaude, et, dans deux heures, il n'y paraîtra plus...

— Mais d'où vient-elle? Où l'avez-vous rencontrée ?...

— Pour ce, mon bon bossu, je puis bien dire où je l'ai trouvée... Il faut, sur le boulevard où elle avait l'air d'une morte qui revient des enfers, comme dit... mais d'où elle vient? ni vu ni connu. Et, entre nous, soyez pas trop pressé de le savoir.

Et, pour se dispenser d'en dire plus long, elle descendit rapidement.

Béquaret, resté seul, contemplant Nini, dont le visage immobile semblait le masque de la terreur.

Il n'osait l'interroger lui-même, car d'épouvantable soupçons traversaient son cerveau. Il se souvenait bien, lui, de ce qu'il avait vu et entendu dans cette nuit ; les demi-aveux échappés aux misérables qui avaient tenté de le tuer, ne pouvaient lui laisser aucun doute sur le complot dont Nini avait été la victime...

Et il frissonnait. De grosses larmes coulaient sur son visage ridé.

Ainsi voilà ! c'était la fin ! toute la famille avait été frappée !... Mais quel était donc l'ennemi implacable qui s'acharnait ainsi après elle. Oui, il devinait une volonté unique, implacable, sous toutes ces catastrophes qui s'étaient abattues sur tous ceux qu'aimait, Armand Sandrin ; il y avait là un génie infernal, une science qui mai poussée à ses dernières limites...

Et Nini ? Nini perdue, elle aussi !... C'était trop fort !... Béquaret se sentait devenir fou ! tout son énergie l'abandonnait... Devant ce nouveau malheur — dont il ne doutait pas — ne pensait plus qu'à mourir... *oui, ils mourraient* tous les deux ! il valait mieux en finir tout de suite...

La fruitière remonta. Avec une sollicitude maternelle, elle s'installa au chevet de Nini et la soigna. Elle gourmanda Béquaret, qui restait là, « stupide comme un terme ». Une fièvre intense venait de se déclarer. Le bossu pensa tout à coup au médecin qui déjà s'était montré si bon, il courait chez lui : d'abord le médecin ne comprenait pas, tant ses paroles étaient bizarres, il se hâta de venir.

L'état de Nini était grave, dangereux même. Mais il se mit résolument à l'œuvre. Il s'intéressait à cette enfant dont la douceur l'avait charmé. Il ne fut pas question cette fois de la conduire à l'hôpital. Béquaret s'y fit opposé formellement. D'ailleurs, il avait de l'argent. Les cent francs de Marie André s'étaient retrouvés intacts dans la poche de la jeune fille.

Il y eut de douloureux moments. Pendant trois jours Nini eut le délire.

Béquaret, la nuit, seul avec elle, épiait les mots qui s'échappaient de ses lèvres. Il était si avait prononcé un nom ! si une parole avait pu dénoncer les infâmes ! il serait allé les tuer. Oui, car pour la première fois de sa vie, le brave homme, — qui n'aurait pas fait de mal à une mouche, — comprenait la vengeance.

Enfin le huitième jour, une crise se décida.

Le médecin, complaisant jusqu'au bout, passa lui-même la nuit.

Au matin, il prit la main de Béquaret, l'amena auprès du lit et lui dit :

— Embrasse-la ! elle est sauvée.

Béquaret poussa un cri de lionne qui retrouve son petit qu'elle avait perdu. Et il tombe à genoux auprès du lit.

— Dans une semaine elle pourra se lever, mais surtout pas d'imprudence !...

Nini n'avait pas encore conscience d'elle-même. Elle ne reconnaissait ni personne, ni Béquaret, ni Marie André, qui pourtant passait dans sa chambre la plus grande partie de ses journées.

Il n'avait pas osé interroger Béquaret, devinant quelque effrayant mystère.

Mais son affection semblait grandir. Nini était pour lui comme un objet de patiemment de linge qui enfermait ses cheveux ! Et bonne malade !... elle n'avait jamais montré le moindre velléités de rébellion

Il ne voulait rien lui dire de bonheur, quand tout à coup, alors qu'ils étaient tous deux auprès de son lit, elle ouvrit soudain les yeux, puis, surprise comme l'enfant qui parvenait des ténèbres et aperçevait pour la première fois la lumière, elle tressaillit, porta ses mains à son front, puis murmura :

— Père ! père !

Ainsi, la dernière pensée qui avait traversé son cerveau, lors de la catastrophe était la première aussi qui se réveillait tout à coup.

Nini reconnut Béquaret et elle vit Marie-André ! elle le vit même si bien qu'à ses joues pâles une légère rougeur monta...

Béquaret avait épié avec angoisse ce premier regard, car toujours la mémoire tremper poignait son cœur...

Ah ! c'était bien le regard pur, ignorant du mal !... C'était bien sa Nini !... et, surtout une dernière crise, ce fut lorsque la mémoire lui revint entière, complète, effrayante !... Pendant longtemps, elle avait confondu les réalités du souvenir avec les visions du délire. Tout se perdait dans une sorte d'éblouissement imaginaire.

Mais un jour vint où, dans son cerveau calmé, se déroulèrent une à une les scènes qui s'étaient succédé depuis l'heure où son grand-père avait quitté la maison,